

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE
De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2019-2020.*

Stukken van het Waals Parlement, 63 (2019-2020) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare zitting van 27 november 2019.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/205628]

18 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon du modifiant la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, en vue de mettre en œuvre le régime du CertIBEau, et diverses dispositions relatives au règlement général d'assainissement

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

Vu le décret du 28 février 2019 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, et instaurant une certification « Eau » des immeubles bâtis, dénommée « CertIBEau », dont l'article 14 précise l'entrée en vigueur ;

Vu le Livre II du Code wallon de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, l'article D.218 et les articles D.227ter à D.227quinquies, insérés par le décret du 28 février 2019 ;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau ;

Vu le rapport du 10 février 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 février 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 février 2019 ;

Vu l'avis 105/2019 de l'Autorité de protection des données, donné le 6 juin 2019 ;

Vu l'avis 66.240/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du pôle « Environnement », donné le 5 avril 2019 ;

Considérant l'avis de la Société wallonne des eaux, donné le 3 avril 2019 ;

Considérant l'avis de la Société publique de gestion de l'eau, donné le 4 avril 2019 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau*

Article 1^{er}. A l'article R.277 de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1^{er} : « Lorsque l'habitation est raccordée à l'égout, l'évacuation des eaux grises et des eaux noires se fait exclusivement par le réseau d'égouttage. » ;

2° au paragraphe 4, les mots « les eaux pluviales sont évacuées » sont remplacés par les mots « les habitations dont le permis d'urbanisme, pour sa construction, sa reconstruction ou la création d'un nouveau logement au sens de l'article D.IV.4 du CODT, a été délivré en première instance après le 31 décembre 2016 évacuent leurs eaux pluviales » ;

3° l'alinéa 1^{er} du paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Lors de la mise en service de la station d'épuration collective, la fosse septique by-passable est déconnectée sauf avis contraire de l'organisme d'assainissement compétent. ».

Art. 2. Dans l'article R. 279, § 2, du même Livre, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, les mots « les eaux épurées provenant du système d'épuration individuelle sont évacuées : » sont remplacés par les mots « les habitations dont le permis d'urbanisme, pour sa construction, sa reconstruction ou la création d'un nouveau logement au sens de l'article D.IV.4 du CODT, a été délivré en première instance après le 31 décembre 2016 évacuent leurs eaux usées épurées : ».

Art. 3. Dans la partie III titre Ier du même Livre, il est inséré un chapitre XI, comportant les articles R.307bis-12 à R.307bis-33, rédigé comme suit :

« CHAPITRE XI. — *Certification Eau des immeubles bâtis*

Section 1. — Définitions

Art. R.307bis-12. Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par :

1° l'Administration de l'Environnement : le Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement ;

2° l'Administration de l'Energie : le Département de l'Energie et du Bâtiment durable du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie ;

3° jour ouvrable : tous les jours autres que le samedi, dimanche et jours fériés légaux ;

4° les locaux et établissements où l'eau est fournie au public : les lieux de grande taille non résidentiel où de nombreuses personnes sont potentiellement exposées à des risques liés à l'eau, soit :

- a) les hôpitaux ;
- b) les établissements de soins de santé ;
- c) les maisons de retraite ;
- d) les établissements d'enseignement ;
- e) les crèches ;
- f) les installations sportives, récréatives, de loisirs et d'exposition ;
- g) les bâtiments disposant d'infrastructures d'hébergement ;
- h) les terrains de camping ;
- i) les institutions pénitentiaires ;

5° le Ministre : le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions ;

Art. R.307bis-13. Les modes de communication utilisés pour l'application du présent chapitre sont :

1° l'envoi recommandé avec accusé de réception ou toute formule similaire permettant de conférer date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé ;

2° le dépôt contre récépissé ;

3° le courrier électronique via la plateforme informatique visé à l'article R.307bis-21.

Section 2. — Contenu du CertIBEau

Art. R.307bis-14. Le Ministre détermine la forme des documents nécessaires à l'établissement du CertIBEau et en précise le contenu qui comprend les éléments suivants :

1° un formulaire d'attestation comprenant :

- a) un code unique du CertIBEau ;
- b) l'adresse de l'immeuble contrôlé ;
- c) l'identité du propriétaire de l'immeuble contrôlé ;
- d) le nom du distributeur ;
- e) le numéro de compteur d'eau ;
- f) la date de la visite du constat ;
- g) la conformité ou non de l'immeuble ;
- h) la date d'émission du CertIBEau ;
- i) l'identification et le numéro d'agrément du certificateur CertIBEau et sa signature ;
- j) le prix du CertIBEau, incluant le montant de la redevance visée à l'article D.227ter, § 8 ;

2° un rapport de visite comprenant :

- a) les informations collectées visées aux articles R.307bis-16 et R.307bis-17 et reprises dans la base de données visée à l'article R.307bis-21, § 2 ;
- b) un schéma synoptique d'évacuation des eaux ;
- c) la liste des mises en conformité à réaliser et des recommandations éventuelles ;
- d) les photographies requises pour permettre d'identifier les installations et équipements à mettre en conformité ; celles-ci seront disponibles sur base du consentement du propriétaire.

Section 3. — Procédure de délivrance du CertIBEau

Art. R.307bis-15. § 1^{er}. Le CertIBEau est établi par un certificateur visé à l'article D.227quater, § 1^{er}, à la suite d'une visite de constat de l'état de l'immeuble concerné.

Un CertIBEau est établi par compteur d'eau.

§ 2. La demande de certification CertIBEau est introduite par le propriétaire de l'immeuble concerné au moyen d'un formulaire établi par le Ministre et mis à disposition sur les portails des administrations de l'environnement et de l'énergie.

§ 3. Pour préserver leur indépendance, un certificateur visé à l'article D.227quater, § 1^{er}, n'est pas autorisé à délivrer un CertIBEau relatif à un immeuble bâti :

- 1° sur lequel il dispose d'un droit réel ou personnel ;
- 2° pour lequel il intervient, à quelque titre que ce soit ;
- 3° dont le propriétaire ou titulaire de droits réels est un parent ou allié jusqu'au deuxième degré, ou son employeur.

Art. R.307bis-16. § 1^{er}. Le demandeur tient à disposition du certificateur tout document utile à l'établissement du CertIBEau.

Pour les nouveaux immeubles bâtis, ces documents sont :

1° les plans as-built de l'immeuble comprenant les éléments d'alimentation en eau potable et d'évacuation et de traitements des eaux usées ;

2° en zone d'assainissement collectif :

§ l'autorisation de raccordement et les photos du raccordement à l'égout en vue d'en vérifier la qualité ;

§ le cas échéant, la dérogation de raccordement à l'égout et le permis d'environnement pour l'installation d'un système d'épuration individuelle ;

3° en zone d'assainissement autonome :

§ la déclaration ou le permis d'environnement du système d'épuration individuelle ;

§ le cas échéant, la dispense d'installation d'un système d'épuration individuelle et les conditions y afférentes ;

4° le cas échéant, la déclaration de prise d'eau privée.

Pour les locaux et établissements où l'eau est fournie au public, les documents suivants sont mis à disposition s'ils ont été établis :

1° les résultats d'analyse du risque relatif au plomb les plus récents ;

2° les résultats d'analyse du risque représenté par les Legionella les plus récents.

§ 2. La visite de constat se déroule en présence du demandeur ou son représentant, qui assurent le libre accès du certificateur CertIBEau à toutes les installations intérieures et extérieures.

§ 3. Par raccordement provisoire à la distribution publique de l'eau visé à l'article D.227ter, § 2, il faut entendre tout système mis en place pour l'alimentation du chantier de construction préalablement au raccordement ou tout système contrôlant l'alimentation de l'installation privée de distribution après raccordement.

Si le raccordement provisoire consiste à la pose d'un scellé sur le robinet d'arrêt de l'installation, le certificateur est habilité à enlever ledit scellé et de procéder à la mise en service de l'installation pour autant que celle-ci soit certifiée.

§ 4. Un CertIBEau pour un nouvel immeuble bâti peut être établi dès lors que :

1° l'installation privée de distribution est réalisée ;

2° tous les équipements nécessaires à la gestion des eaux usées sont présents et fonctionnels.

Toutes les informations prévues dans cet article comme pouvant être fournies au certificateur ou récoltées par le certificateur font partie intégrante de la base de données CertIBEau visée à l'article R.307bis-21.

Art. R.307bis-17. Par danger immédiat pour la santé humaine visé à l'article D.227ter, § 7, l'on entend :

1° le constat d'un retour effectif d'eau non potable vers le réseau public de distribution d'eau ou entre deux points de l'installation privée de distribution d'eau ;

2° l'absence de clapet anti-retour juste après le compteur.

Art. R.307bis-18. A l'issue de la visite de contrôle, le certificateur établit un projet de CertIBEau qu'il enregistre, dans les cinq jours ouvrables à compter de la date de visite, sur la plateforme informatique visée à l'article D.227quinquies.

Dans les sept jours ouvrables à dater de la réception, la S.P.G.E. peut demander une contre-visite effectuée par un opérateur public de l'eau tel que décrit à l'article D.277quater, § 5, pour vérifier la validité des données reprises dans le projet de CertIBEau. Cette contre-visite est réalisée dans les quinze jours ouvrables qui suit la demande de la S.P.G.E.

Lorsque le rapport de l'opérateur public de l'eau diffère de celui du certificateur, il en avertit la S.P.G.E.

La S.P.G.E. en informe le certificateur qui a quinze jours ouvrables pour apporter les corrections nécessaires au CertIBEau.

Section 4. — Dispositions spécifiques aux locaux et établissements où l'eau est fournie au public

Art. R.307bis-19. § 1^{er}. Le Ministre précise la notion de grande taille reprise à la définition des locaux et établissement où l'eau est fournie au public.

Le Ministre peut dispenser l'obtention du CertIBEau aux locaux et établissements définis à l'art. R.307bis-12, 4°, en raison d'une ou plusieurs caractéristiques spécifiques liées à ces locaux et établissements, et des activités qui s'y déroulent. Le Ministre précise les caractéristiques et activités éligibles à cette dispense.

§ 2. Les locaux et établissements où l'eau est fournie au public font l'objet d'un premier contrôle de l'installation privée de distribution d'eau conformément à l'article R.307bis-17 au plus tard le 31 décembre 2027.

§ 3. Les exploitants des locaux et établissements visés à l'art. R.307bis-12, 4°, à l'exception des locaux et établissements dispensés de l'obtention du CertIBEau, tiennent un carnet sanitaire.

Ce carnet centralise l'ensemble des informations sur l'installation privée de distribution d'eau et assure la traçabilité de son exploitation.

§ 4. La conformité de l'installation privée de distribution est vérifiée tous les six ans.

En cas de non-conformité de l'installation privée de distribution, l'exploitant met en conformité celle-ci au plus tard dix-huit mois après la date du contrôle.

Section 5. — Dispositions spécifiques en cas de modification importante

Art. R.307bis-20. § 1^{er}. Est à considérer comme modification importante des immeubles bâtis :

a) pour l'installation privée de distribution :

(1) toute modification nécessitant l'installation d'un dispositif anti-retour ;

(2) l'ajout d'un circuit d'eau alternatif alimentant au moins un point d'eau intérieur ou extérieur ;

(3) l'ajout d'un traitement d'eau ;

(4) toute nouvelle installation d'eau chaude sanitaire, d'une pompe à chaleur à eau, d'une production d'eau chaude à partir de panneaux solaires, de chauffage de l'eau d'une piscine ou d'un surpresseur ;

(5) l'ajout ou la modification d'un système manuel ou automatique de lutte contre l'incendie alimenté par l'installation privée de distribution ;

b) pour l'évacuation et l'assainissement des eaux usées :

(1) la modification du mode d'évacuation des eaux usées, en ce compris les eaux pluviales et les eaux usées épurées ;

(2) l'installation d'un système d'épuration individuelle ;

(3) l'exemption du raccordement à l'égout en vertu de l'article R.278, § 1^{er} ;

(4) la modification du système de séparation des eaux pluviales et des eaux usées ;

(5) tout aménagement, extension ou transformation autorisé par un permis d'urbanisme ayant pour effet d'augmenter la charge polluante rejetée en équivalents-habitants en zone d'assainissement autonome ou lorsqu'un système d'épuration individuelle est installé ;

(6) l'ajout, la modification ou la suppression d'un ouvrage de prétraitement ou de traitement des eaux usées sur la parcelle.

§ 2. A la demande du propriétaire de l'immeuble bâti, en cas de modification importante, le certificateur agréé établit un nouveau CertIBEau en se basant sur celui établi antérieurement tout en contrôlant, soit sur place, soit sur base de preuves transmises, la modification importante présentée par le propriétaire de l'immeuble concerné.

Section 6. — Base de données et plateforme informatique

Art. R.307bis-21. § 1^{er}. L'outil informatique, visé à l'article D.227quinquies, comprend :

1° une plateforme informatique servant à la collecte, l'encodage, la gestion des accès, la consultation des CertIBEau ;

2° une base de données servant au stockage et à l'archivage des données.

La base de données est établie et gérée par la S.P.G.E.

La plateforme informatique est établie et gérée conjointement par la S.P.G.E. et l'Administration de l'Energie en vue de réunir en un seul endroit toutes les demandes, dépôts et consultations de toute certification établie pour des immeubles bâtis et de s'assurer qu'une même donnée, présente dans les différentes bases de données, ne soit collectée à plusieurs reprises.

A cette fin, l'Administration de l'Energie et la S.P.G.E. établissent un protocole pour la mise en place et la maintenance de l'outil informatique, ainsi que pour assurer la sécurité du traitement des données afin :

1° de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;

2° d'assurer les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

Les opérations de traitement de collecte, d'encodage, de conservation et de mise à disposition des données via la plateforme informatique sont du seul ressort de la S.P.G.E.

§ 2. Les données suivantes, outre celles précisées à l'article D.227quinquies, § 1^{er}, sont récoltées et mises en lien avec l'ensemble des finalités de traitement reprises à l'article D.227quinquies, § 3 :

b) de manière globale au niveau de l'installation intérieure de distribution d'eau, la présence du compteur d'eau, d'un robinet d'arrêt après le compteur, d'un dispositif anti-retour après le compteur, de l'existence d'un circuit d'eau alternatif et de la séparation physique des deux circuits d'eau, de canalisations en plomb, d'un traitement d'eau et de son type et d'un surpresseur sur l'eau de distribution ;

c) pour chaque point d'eau identifié dans l'installation intérieure de distribution d'eau, la présence d'une protection anti-retour adéquate et l'identification de l'origine de l'eau utilisée et la qualité de l'information récoltée ;

d) concernant les obligations relatives à l'évacuation et au traitement des eaux urbaines résiduaires :

§ c.1) le régime d'assainissement au PASH ;

§ c.2) toute information connue quant à des dérogations octroyées par rapport aux prescrits du règlement général d'assainissement ;

§ c.3) toute donnée relative à la présence des équipements de pré-traitement et de traitement d'eaux usées ;

§ c.4.) la présence d'ouvrage de récolte et de récupération des eaux pluviales ;

§ c.5) le ou les modes d'évacuation tant des eaux usées que des eaux pluviales ;

§ c.6) les dispositifs de séparation et de reconnaissance des systèmes d'évacuation des eaux usées des eaux pluviales ;

§ c.7) la qualité des informations récoltées.

Les schémas, plans et reportages photographiques prévus aux articles R.307bis-14 et R.307bis-16 font partie intégrante de la base de données.

§ 3. Les accès à l'outil informatique visé à l'article D.227quinquies, § 4, sont obtenus auprès de la S.P.G.E.

Pour l'ensemble des institutions, représentées par des personnes physiques dûment identifiées, ou des personnes physiques qui ont accès à tout ou partie des informations reprises dans la base de données, l'accès se fait via un système d'enregistrement et de contrôle de l'identité de l'utilisateur.

Les notaires ont accès à toute information individuelle via la plateforme e-notariat.

§ 4. L'ensemble des informations reprises dans la base de données est accessible à la S.P.G.E. en tant que gestionnaire de la base de données.

L'ensemble des informations reprises dans la base de données est accessible à la S.P.G.E., l'administration de l'énergie et l'administration de l'environnement à des fins de traitement statistique à caractère environnemental ou de caractérisation du bâti en référence à la cinquième finalité de traitement prévue à l'article D.227quinquies, § 3.

Les distributeurs d'eau ont accès aux informations reprises dans la base de données pour le territoire qui les concerne, pour les données relatives au raccordement et à l'installation privée de distribution de l'eau, afin d'effectuer le suivi d'un CertIBEau pour le raccordement d'un nouvel immeuble bâti, le constat d'une non-conformité pour un immeuble existant et à des fins de traitement statistique.

Les organismes d'assainissement agréés ont un accès aux informations reprises dans la base de données pour le territoire qui les concerne, afin d'effectuer le suivi d'un CertIBEau quant aux obligations relatives à l'évacuation et au traitement des eaux urbaines résiduaires précisées au règlement général d'assainissement.

Les communes ont accès à l'ensemble des informations reprises dans la base de données pour le territoire qui les concerne dans le cadre de leurs prérogatives en matière de salubrité publique.

Les certificateurs ont accès aux informations qu'ils ont établies.

Les propriétaires du bien qui a fait l'objet d'un CertIBEau ont accès à leurs données.

§ 5. Les coûts liés à l'établissement et au fonctionnement de l'outil informatique interviennent dans la détermination du montant de la redevance fixée à l'article R.307bis-34.

Section 7. — Agréments des certificateurs CertIBEau

Sous-section 1. — Conditions d'agrément

Art. R.307bis-22. § 1^{er}. La formation de certificateur CertIBEau visée à l'article D.227quater, § 2, 4^o, est réservée aux personnes physiques qui répondent à une des conditions suivantes :

1° être agréé en qualité de certificateur ou responsable PEB, tel que défini par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

2° faire état de compétences professionnelles reconnues par l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'entreprise générale, pour exercer une activité d'installation de chauffage central, de climatisation, de gaz et sanitaire ;

3° faire valoir une qualification ou une expérience probante d'au moins deux ans dans l'eau potable ou dans l'assainissement des eaux usées ;

4° être agréé pour une procédure identique dans une autre Région ou Etat membre de l'Union européenne.

§ 2. La formation des certificateurs CertIBEau comporte au moins :

- 1° un volet relatif au cadre légal et réglementaire en vigueur en matière de certification Eau des immeubles bâtis et aux obligations visées à l'article D.227ter, § 1^{er} ;
- 2° un volet théorique et pratique relatif aux installations intérieures de distribution d'eau ;
- 3° un volet théorique et pratique relatif à la gestion des eaux usées et pluviales à la parcelle ;
- 4° un volet portant sur l'utilisation de la base de données relative à la collecte de données et à l'établissement du CertIBEau visée à l'article D.227quinquies.

§ 3. Les formations visées aux paragraphes 1^{er} et 2, sont sanctionnées par un examen comprenant une épreuve orale et une épreuve écrite. La réussite de l'examen est conditionnée par une moyenne supérieure ou égale à 14/20.

L'examen permet d'apprécier la compréhension théorique et pratique du contenu de la formation par le candidat. Le Ministre précise le contenu et les modalités d'organisation et de participation à l'examen.

Sous-section 2. — Procédure d'agrément

Art. R.307bis-23. § 1^{er}. La demande d'agrément en qualité de certificateur CertIBEau est adressée à la S.P.G.E. selon l'un des modes de communication visés à l'article R.307bis-13. La S.P.G.E. met à disposition un formulaire de demande.

Le Ministre, sur proposition de la S.P.G.E., fixe le montant du droit de dossier visé à l'article D.227quater, § 2.

Au 1^{er} janvier de chaque année, le montant du droit de dossier est automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation en vigueur six semaines avant la date de l'indexation.

§ 2. La demande comporte les indications suivantes :

- 1° les nom, adresse et profession du demandeur ;
- 2° s'il s'agit d'une personne physique, l'attestation de réussite de la formation visée à l'article R.307bis-22 ;
- 3° s'il s'agit d'une personne morale, le numéro d'entreprise ;
- 4° s'il s'agit d'une personne morale, une copie de la convention qui lie le demandeur à une ou à plusieurs personnes physiques remplissant les conditions visées à l'article R.307bis-22 et une copie de la décision d'agrément de cette ou de ces personnes physiques ;
- 5° une preuve que la personne remplit une des conditions visées à l'article R.307bis-22, § 1^{er} ;
- 6° la preuve du paiement à la S.P.G.E. des frais de dossier spécifiés au paragraphe 1^{er}.

Art. R.307bis-24. La S.P.G.E. délivre au demandeur d'agrément un accusé de réception de la demande endéans les quinze jours ouvrables. La S.P.G.E. agréé les candidats qui remplissent les conditions définies à l'article D.227quater, § 2, et R.307bis-22, § 3, endéans les trente jours ouvrables à dater de l'accusé de réception de la demande.

La décision d'agrément mentionne :

- 1° le numéro d'agrément ;
- 2° s'il s'agit d'une personne morale, le numéro d'agrément des certificateurs personnes physiques qui font partie du personnel de la personne morale.

La notification de la décision précise les modalités d'accès à la base de données à utiliser en application de l'article D.227quinquies.

La liste des certificateurs agréés est publiée sur le Portail environnement de Wallonie et sur le site internet de la S.P.G.E.

Sous-section 3. — Formation par des centres agréés

Art. R.307bis-25. Les centres agréés utilisent les supports de formation mis à leur disposition par la S.P.G.E.

Les centres agréés communiquent à la S.P.G.E., au moins quinze jours avant le début des cours et examens, les dates prévues pour ceux-ci.

Des représentants de l'Administration de l'Environnement et de la S.P.G.E. peuvent assister aux formations et aux examens sans toutefois interférer dans le bon déroulement de ceux-ci.

Art. R.307bis-26. § 1^{er}. Les centres de formation agréés remettent aux candidats qui ont suivi l'ensemble de la formation, dans les quinze jours suivant l'examen, une attestation de suivi de la formation mentionnant les résultats obtenus à l'examen.

Dans les trente jours suivant une session de formation ou d'examen, un rapport sur la session de formation ou d'examen est transmis à la S.P.G.E. et l'Administration de l'Environnement.

Le rapport est signé par un responsable du centre agréé de formation.

§ 2. Le rapport contient au moins les éléments suivants :

- 1° la liste des candidats ayant assisté aux formations et, le cas échéant, réussi l'examen, avec pour chacun d'eux le nom et l'adresse ;
- 2° la liste des membres du jury ayant assisté aux examens ;
- 3° les notes obtenues par les candidats aux différentes parties de l'examen et la moyenne calculée des différentes épreuves.

Art. R.307bis-27. Les formations continues visées à l'article D.227quater, § 2, alinéa 1^{er}, 8°, sont organisées par les centres agréés visés à l'article D.227quater, § 3.

Le Ministre précise la durée, les modalités d'application et d'organisation des formations, ainsi que la fréquence à laquelle le certificateur agréé suit les formations continues.

Sous-section 4. — Agrément des centres de formation

Art. R.307bis-28. § 1^{er}. La demande d'agrément en qualité de centre de formation de certificateurs CertIBEau est adressée à la S.P.G.E. selon l'un des modes de communication visés à l'article R.307bis-13. La S.P.G.E. met à disposition un formulaire de demande.

La demande comporte les indications suivantes :

- 1° l'identification du centre et les coordonnées de la ou des personnes qui le représentent, ainsi que sa ou leur signature ;
- 2° l'identification des membres du personnel enseignant désignés par les centres, leur numéro d'agrément et leurs signatures.

La S.P.G.E. délivre au demandeur d'agrément un accusé de réception de la demande.

§ 2. La S.P.G.E. agréé les centres qui remplissent les conditions définies à l'article D.227*quater*, § 3, en mentionnant son numéro d'agrément.

La liste des centres de formation agréés est publiée sur le Portail environnement de Wallonie et sur le site internet de la S.P.G.E.

Sous-section 5. — Contrôle des certificateurs et des centres de formation

Art. R.307bis-29. La mission de contrôle de la qualité des rapports des certificateurs visée à l'article D.227*quater*, § 5, est exercée par les organismes d'assainissement compétents et les distributeurs d'eau disposant eux-mêmes de l'agrément de certificateur.

Cette mission de contrôle est réalisée à la demande de la S.P.G.E. dans le cadre d'une contre-visite dont les modalités sont prévues à l'article R.307bis-18.

Le contrôle consiste à vérifier :

1° la validité des informations recueillies sur l'immeuble bâti concerné ;

2° la concordance entre les informations fournies dans le CertIBEau et celles vérifiées sur place de l'immeuble certifié ;

3° la validité des conclusions, en ce compris les recommandations, émises dans le CertIBEau.

L'organisme d'assainissement compétent ou le distributeur d'eau qui a réalisé le contrôle informe la S.P.G.E. des conclusions du contrôle. La S.P.G.E. en informe le certificateur concerné.

Sous-section 6. — Suspension ou retrait d'agrément des certificateurs agréés

Art. R.307bis-30. § 1^{er}. L'intention de suspendre ou de retirer l'agrément d'un certificateur agréé lui est notifiée par la S.P.G.E. selon l'un des modes de communication visés à l'article R.307bis-13.

La notification précise :

1° les motifs qui justifient la mesure envisagée ;

2° que le titulaire de la certification a la possibilité d'envoyer, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.307bis-13, ses éléments de défense, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette information ;

3° la date à laquelle il est procédé à l'audition du certificateur.

Le procès-verbal de l'audition est notifié, par la S.P.G.E., au certificateur agréé dans les vingt jours de l'audition, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.307bis-13.

§ 2. Lorsque son agrément lui est suspendu ou retiré, le certificateur avertit, sans délai, toutes les personnes avec lesquelles des contrats en vue de l'établissement d'un CertIBEau sont en cours d'exécution.

§ 3. La levée de la suspension est notifiée par la S.P.G.E. selon l'un des modes de communication visés à l'article R.307bis-13 dans les trente jours après que certificateur ait satisfait à ses obligations.

Sous-section 7. — Retrait d'agrément des centres de formation agréés

Art. R.307bis-31. § 1^{er}. L'intention de retirer l'agrément d'un centre de formation lui est notifiée par la S.P.G.E. selon l'un des modes de communication visés à l'article R.307bis-13.

La notification précise :

1° les motifs qui justifient la mesure envisagée ;

2° que le titulaire de l'agrément a la possibilité d'envoyer, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.307bis-13, ses éléments de défense, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette formation ;

3° la date à laquelle il est procédé à l'audition du centre de formation.

Le procès-verbal de l'audition est notifié, par la S.P.G.E., au centre de formation agréé dans les vingt jours de l'audition, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.307bis-13.

§ 2. Lorsque son agrément lui est suspendu ou retiré, le centre de formation agréé avertit, sans délai, toutes les personnes inscrites auprès de lui pour suivre une formation.

Sous-section 8. — Recours

Art. R.307bis-32. § 1^{er}. Le demandeur d'agrément en qualité de certificateur CertIBEau peut introduire un recours auprès du Ministre contre une décision de refus d'agrément.

Le certificateur ou le centre de formation peut introduire un recours auprès du Ministre, contre une décision de suspension ou de retrait d'agrément. Le recours n'est pas suspensif.

§ 2. Toute personne contestant une décision d'octroi d'agrément en qualité de certificateur CertIBEau peut introduire un recours auprès du Ministre.

§ 3. Le propriétaire d'un immeuble bâti pour lequel un CertIBEau est établi peut introduire un recours auprès du Ministre, contre une décision de refus de raccordement à la distribution publique d'eau ou contre une certification faisant état d'une ou plusieurs non-conformités.

§ 4. Sous peine d'irrecevabilité, le recours est adressé au Ministre selon l'un des modes de communication visés à l'article R.307bis-13, dans un délai de vingt jours à dater de la réception de la décision.

Le Ministre envoie un accusé de réception au requérant.

§ 5. Le Ministre envoie sa décision dans un délai de trente jours ouvrables à dater de la réception du recours, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.307bis-13.

Section 8. — Tarif du CertIBEau

Art. R.307bis-33. Le montant de la redevance visée à l'article D.227*ter*, § 8, s'élève à vingt-cinq euros par CertIBEau au 1^{er} janvier 2021.

Ce montant, perçu par le certificateur, est rétrocédé à la S.P.G.E. dans les 15 jours calendrier du transmis de la certification sur la plateforme informatique visé à l'article R.307bis-21.

Le montant de la redevance est revu annuellement par le Ministre sur proposition de la S.P.G.E., sur la base du nombre de CertIBEau délivrés les années précédentes et d'une estimation pour les années à venir. ».

CHAPITRE II. — Dispositions finales

Art. 4. Le décret du 28 février 2019 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, et instaurant une certification « Eau » des immeubles bâtis, dénommée « CertiBEau » entre en vigueur à la même date que le présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 6 et 7 du décret entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} janvier 2021.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les sections 6 et 7 de l'article 3 du présent arrêté entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

Art. 6. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/205628]

18. JULI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zur Umsetzung des CertiBEau-Systems, und über verschiedene Bestimmungen bezüglich des allgemeinen Sanierungsplans

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 20 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Dekrets vom 28. Februar 2019 zur Abänderung von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und zur Einführung einer "CertiBEau-Zertifikat" genannten Zertifizierung der bebauten Immobilien für Wasser, dessen Datum des Inkrafttretens durch Artikel 14 bestimmt wird;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.218 und Artikel D.227^{ter} bis D.227^{quinquies}, eingefügt durch das Dekret vom 28. Februar 2019;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Berichts vom 10. Februar 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 14. Februar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 28. Februar 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 6. Juni 2019 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 26. Juni 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 66.240/4 des Staatsrats;

In Erwägung der am 5. April 2019 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt";

In Erwägung der am 3. April 2019 abgegebenen Stellungnahme der Wallonischen Wassergesellschaft;

In Erwägung der am 4. April 2019 abgegebenen Stellungnahme der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("Société publique de Gestion de l'Eau");

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Abänderungen des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Artikel 1 - In Artikel R.277 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 3 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut vor Absatz 1 eingefügt:

"Wenn die Wohnung an die Kanalisation angeschlossen ist, erfolgt die Ableitung von Grau- und Schwarzwasser ausschließlich durch das Kanalisationsnetz.";

2° in Paragraf 4 werden die Wörter "wird das Regenwasser wie folgt abgeführt" durch die folgenden Wörter ersetzt: "wird das Abwasser der Wohnungen, deren Städtebaugenehmigung für ihren Bau, Wiederaufbau oder für die Schaffung einer neuen Wohnung im Sinne von Artikel D.IV.4 des GRE in erster Instanz nach dem 31. Dezember 2016 erteilt wurde, wie folgt abgeführt: "

3° Absatz 1 von Paragraf 6 wird durch Folgendes ersetzt:

"Bei der Inbetriebnahme der kollektiven Klärstation wird die umleitbare Faulgrube abgetrennt, sofern keine gegenteilige Stellungnahme seitens der zuständigen Sanierungseinrichtung vorliegt."

Art. 2 - In artikel R.279 § 2 desselben Buches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016, werden die Wörter "wird das geklärte Abwasser aus dem individuellen Klärsystem wie folgt abgeführt:" durch die folgenden Wörter ersetzt: "wird das Abwasser der Wohnungen, deren Städtebaugenehmigung für ihren Bau, Wiederaufbau oder für die Schaffung einer neuen Wohnung im Sinne von Artikel D.IV.4 des GRE in erster Instanz nach dem 31. Dezember 2016 erteilt wurde, wie folgt abgeführt:" I

Art. 3 - n Teil III Titel I desselben Buches wird ein Kapitel XI, das die Artikel R.307bis-12 bis R.307bis-33 umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

KAPITEL XI. — *Zertifizierung der bebauten Immobilien für Wasser*

Abschnitt 1 — Definitionen

Art. R.307bis-12- Zur Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° Umweltverwaltung: die Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

2° Energieverwaltung: die Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie;

3° Werktag: jeder andere Tag als Samstag, Sonntag und die gesetzlichen Feiertage;

4° Räumlichkeiten und Einrichtungen, in denen das Wasser der Öffentlichkeit geliefert wird: größere Räume, wo zahlreiche Personen möglicherweise Risiken in Verbindung mit dem Wasser ausgesetzt sind, nämlich:

- a) Krankenhäuser;
- b) Gesundheitseinrichtungen;
- c) Altenheime;
- d) Lehranstalten;
- e) Kindertagesstätten;
- f) Sport-, Freizeit-, und Ausstellungseinrichtungen;
- g) Gebäude mit Unterkunftsmöglichkeiten;
- h) Campingplätze;
- i) Gefängniseinrichtungen;

5° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

Art. R.307bis-13 - Die nachstehenden für die Anwendung des vorliegenden Kapitels benutzten Kommunikationsmittel sind:

1° die Sendung per Einschreiben mit Empfangsbescheinigung oder jede ähnliche Form der Bekanntgabe, durch die ungeachtet des benutzten Zustellungsdienstes die Einsendung und der Erhalt der Urkunde mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden kann;

2° die Abgabe gegen Abnahmebescheinigung;

3° die elektronische Post über die in Artikel R.307bis-21 erwähnte Informatikplattform.

Abschnitt 2 - Inhalt des CertIBeau-Zertifikats

Art. R.307bis-14. Der Minister bestimmt die Form der Dokumente, die zur Erstellung des CertIBeau-Zertifikats notwendig sind, und legt dessen Inhalt fest, der die folgenden Elemente umfasst:

1° ein Bescheinigungsformular mit folgenden Elementen:

- a) eine einheitliche Codenummer für das CertIBeau-Zertifikat;
- b) die Anschrift des kontrollierten Gebäudes;
- c) die Identität des Eigentümers des kontrollierten Gebäudes;
- d) der Name der Versorgungsgesellschaft.
- e) die Wasserzählernummer;
- f) das Datum des Feststellungsbesuchs;
- g) die Konformität oder Nichtkonformität des Gebäudes;
- h) das Datum der Erstellung des CertIBeau-Zertifikats;
- i) die Identifizierung und Zulassungsnummer des Ausstellers des CertIBeau-Zertifikats und seine Unterzeichnung;
- j) der Preis des CertIBeau-Zertifikats, einschließlich des Betrags der in D.227ter, § 8 genannten Gebühr;

2° ein Bericht der Ortsbesichtigung, der die folgenden Angaben enthält:

- a) die gesammelten Informationen, die in den Artikeln R.307bis-16 und R.307bis-17 genannt und in der in Artikel R.307bis-21 § 2 erwähnten Datenbank aufgenommen sind;
- b) ein synoptisches Diagramm der Wasserableitung;
- c) die Liste der zu treffenden Konformitätsmaßnahmen und etwaige Empfehlungen;
- d) die Fotos, die zur Identifizierung der in Übereinstimmung zu bringenden Anlagen und Ausrüstungen erforderlich sind; diese werden auf der Grundlage der Zustimmung des Eigentümers zur Verfügung gestellt.

Abschnitt 3. — Ausstellungsverfahren des CertIBeau-Zertifikats

Art. R.307bis-15 - § 1. Das CertIBeau-Zertifikat wird von einem in Artikel D.227quater, § 1 genannten Zertifizierer nach einem Besuch zur Feststellung des Zustands des betroffenen Gebäudes erstellt.

Das CertIBeau-Zertifikat wird je Wasserzähler erstellt.

§ 2. Der Antrag auf die Ausstellung eines CertIBeau-Zertifikats wird von dem Eigentümer des betroffenen Gebäudes anhand des von dem Minister festgelegten, auf den Portalen der Umwelt- und Energieverwaltungen zur Verfügung gestellten Formulars eingereicht.

§ 3. Zur Bewahrung seiner Unabhängigkeit wird dem in Artikel D.227quater, § 1 genannten Zertifizierer nicht erlaubt, ein CertIBeau-Zertifikat auszustellen, für ein Gebäude:

- 1° an dem er über ein dingliches oder persönliches Recht verfügt;
- 2° für welches er eingreift, in welcher Eigenschaft auch immer;

3° dessen Eigentümer oder Inhaber dinglicher Rechte ein Verwandter oder Verschwägerter bis zum zweiten Grad oder aber sein Arbeitgeber ist.

Art. R.307bis-16 - § 1. Der Antragsteller hält zur Verfügung des Zertifizierers jegliches Dokument, das zur Erstellung des CertIBeau-Zertifikats nützlich ist.

Für die neuen bebauten Immobilien sind diese Dokumente:

1° die Bestandspläne des Gebäudes einschließlich der Elemente der Trinkwasserversorgung und Abwasserentsorgung und -behandlung;

2° in einem kollektiven Sanierungsbereich:

§ die Anschlussgenehmigung und Fotos des Anschlusses an die Kanalisation zur Überprüfung der Qualität;

§ gegebenenfalls die Ausnahmeregelung für den Anschluss an die Kanalisation und die Umweltgenehmigung für die Installation eines individuellen Klärsystems;

3° in einem autonomen Sanierungsbereich:

§ die Erklärung oder die Umweltgenehmigung des individuellen Klärsystems;

§ ggf. die Befreiung der Installierung eines individuellen Klärsystems und der damit verbundenen Bedingungen;

4° ggf. die Anmeldung der privaten Wasserentnahmestelle.

Für Räume und Einrichtungen, in denen der Öffentlichkeit Wasser zur Verfügung gestellt wird, sind die folgenden Dokumente zur Verfügung zu stellen, wenn sie vorbereitet wurden:

1° die Ergebnisse der Blei-Risikoanalyse;

2° die neuesten Ergebnisse der Analyse des Risikos der Legionellen.

§ 2. Der Feststellungsbesuch findet in Anwesenheit des Antragstellers oder seines Vertreters statt, der den freien Zugang des CertIBeau-Zertifizierers zu allen internen und externen Installationen gewährleistet.

§ 3. Unter vorübergehendem Anschluss an die öffentliche Wasserversorgung gemäß Artikel D.227ter, § 2 versteht man jedes System, das zur Versorgung der Baustelle vor dem Anschluss eingerichtet ist, oder jedes System, das die Versorgung der privaten Verteilungsanlage nach dem Anschluss steuert.

Besteht die temporäre Verbindung aus dem Einbau einer Dichtung auf dem Absperrventil der Anlage, ist der Zertifizierer berechtigt, diese Dichtung zu entfernen und die Inbetriebnahme der Anlage vorzunehmen, sofern sie zertifiziert ist.

§ 4. § ein CertIBeau-Zertifikat für eine neue bebaute Immobilie kann ausgestellt werden, wenn:

1° die private Wasserversorgungsanlage installiert wird;

2° alle für die Abwasserbehandlung erforderlichen Einrichtungen vorhanden und funktionsfähig sind.

Alle in diesem Artikel vorgesehenen Informationen, die dem Zertifizierer zur Verfügung gestellt oder von ihm gesammelt werden können, sind integraler Bestandteil der in Artikel R.307bis-21 genannten CertIBeau-Datenbank.

Art. R.307bis-17 - Unter "sofortiger Gefahr für die menschliche Gesundheit" im Sinne von Artikel D.227ter, § 7 ist Folgendes zu verstehen:

1° die tatsächliche Rückführung von nicht trinkbarem Wasser in das öffentliche Wasserversorgungssystem oder zwischen zwei Punkten der privaten Wasserversorgungsanlage;

2° das Fehlen eines Rückschlagventils unmittelbar nach dem Zähler.

Art. R.307bis-18 - Nach dem Kontrollbesuch erstellt der Zertifizierer den Entwurf eines CertIBeau-Zertifikats, den er innerhalb von fünf Werktagen ab dem Datum der Besichtigung auf die in Artikel D.227quinquies erwähnte Informatikplattform speichert.

Innerhalb von sieben Werktagen nach Erhalt kann die S.P.G.E. einen Gegenbesuch durch einen öffentlichen Wasserversorger gemäß Artikel D.277quater § 5 verlangen, um die Gültigkeit der im Projekt CertIBeau enthaltenen Daten zu überprüfen. Dieser Gegenbesuch ist innerhalb von 15 Werktagen nach Aufforderung durch die S.P.G.E. durchzuführen.

Wenn der Bericht des öffentlichen Wasserversorgers unterschiedlich von dem Bericht des Zertifizierers ist, so informiert er die S.P.G.E.

Die S.P.G.E. informiert den Zertifizierer, der fünfzehn Werktage Zeit hat, um die notwendigen Korrekturen an dem CertIBeau-Zertifikat vorzunehmen.

Abschnitt 4.— Besondere Bestimmungen für Räume und Einrichtungen, in denen Wasser für die Öffentlichkeit bereitgestellt wird

Art. R.307bis-19 - § 1. Der Minister stellt den in der Definition der Räumlichkeiten und Einrichtungen, in denen Wasser für die Öffentlichkeit bereitgestellt wird, genannte Begriff "größerer Raum" klar.

Der Minister kann die in Artikel R.307bis-12, 4° bestimmten Räumlichkeiten und Einrichtungen wegen einer oder mehrerer spezifischen Eigenschaften, die mit diesen Räumlichkeiten und Einrichtungen verbunden sind, und der dort stattfindenden Aktivitäten von dem Erhalt des CertIBeau-Zertifikats befreien. Der Minister legt die Merkmale und Tätigkeiten fest, die für diese Freistellung in Betracht kommen.

§ 2. Die Räumlichkeiten und Einrichtungen, in denen Wasser an die Öffentlichkeit abgegeben wird, unterliegen spätestens bis zum 31. Dezember 2027 einer ersten Inspektion der privaten Wasserversorgungsanlage gemäß Artikel R.307bis-17.

§ 3. Die Betreiber der in Artikel R.307bis-12 Ziffer 4° erwähnten Räumlichkeiten und Einrichtungen, mit Ausnahme der Räumlichkeiten und Einrichtungen, die von dem Erhalt des CertIBeau-Zertifikats befreit sind, führen ein Sanitärbuch.

In diesem Buch werden die gesamten Informationen über die private Wasserversorgungsanlage zentralisiert und die Rückverfolgbarkeit des Betriebs gewährleistet.

§ 4. Die Konformität der privaten Wasserversorgungsanlage wird alle sechs Jahre überprüft.

Im Falle einer mangelnden Konformität der privaten Wasserversorgungsanlage passt sie der Betreiber spätestens achtzehn Monate nach dem Datum der Kontrolle an.

Abschnitt 5. — Spezifische Bestimmungen im Falle einer wichtigen Änderung

Art. R.307bis-20 - § 1. Als wichtige Änderung der bebauten Immobilien gilt Folgendes:

a) für die private Wasserversorgungsanlage:

- (1) jede Änderung, die die Installation einer Rücklaufvorrichtung erfordert;
- (2) das Hinzufügen eines alternativen Wasserkreislaufs, der mindestens eine Innen- oder Außenwasserquelle versorgt;
- (3) das Hinzufügen einer Wasserbehandlung;
- (4) jede neue Installation für Brauchwasser, einer Wasserwärmepumpe, einer Warmwasserbereitungsanlage aus Sonnenkollektoren, einer Anlage zur Poolwasserheizung oder einer Druckerhöhungspumpe;
- (5) das Hinzufügen oder Ändern eines manuellen oder automatischen Feuerlöschsystems, das durch die private Wasserversorgungsanlage gespeist wird;

b) für die Abführung und die Sanierung von Abwasser:

- (1) die Änderung der Methode der Abwasserentsorgung, einschließlich für Regenwasser und geklärtes Abwasser;
- (2) die Einrichtung eines individuellen Klärsystems
- (3) die Befreiung des Anschlusses an die Kanalisation aufgrund von Artikel R.278 § 1;
- (4) die Änderung des Systems zur Trennung von Regenwasser und Abwasser;
- (5) jede Entwicklung, Erweiterung oder Umgestaltung, die durch eine Städtebaugenehmigung genehmigt wurde und die dazu führt, dass die Schadstoffbelastung in Einwohnergleichwerten in dem autonomen Sanierungsgebiet oder bei der Installation eines individuellen Klärsystems steigt;
- (6) das Hinzufügen, Ändern oder Entfernen einer Vorbehandlungs- oder Behandlungsanlage für Abwasser auf dem Grundstück.

§ 2. Auf Antrag des Eigentümers der bebauten Immobilie errichtet der zugelassene Zertifizierer im Falle einer wesentlichen Änderung ein neues CertIBeau-Zertifikat auf der Grundlage des zuvor erstellten Zertifikats, wobei er entweder vor Ort oder auf der Grundlage von Nachweisen die vom Eigentümer der betreffenden Immobilie vorgelegte wesentliche Änderung überprüft.

Abschnitt 6. — Datenbank und Informatikplattform

Art. R.307bis-21 - § 1. Das in Artikel D.227quinquies erwähnte EDV-Instrument umfasst:

1° eine Informatikplattform zur Sammlung, Eingabe, Kontrolle der Zugänge und Befragung des CertIBeau-Zertifikats;

2° eine Datenbank zur Speicherung und Archivierung der Daten.

Die Datenbank wird von der S.P.G.E erstellt und geführt.

Die IT-Plattform wird von der S.P.G.E. und der Energieverwaltung gemeinsam eingerichtet und verwaltet, um alle Anträge, Anmeldungen und Konsultationen von Zertifizierungen für bebaute Immobilien an einem einzigen Ort zusammenzufassen und sicherzustellen, dass dieselben Daten, die in den verschiedenen Datenbanken vorhanden sind, nicht mehrmals gesammelt werden.

Zu diesem Zweck erstellen die Energieverwaltung und die S.P.G.E. ein Protokoll für die Implementierung und Wartung des IT-Tools sowie zur Gewährleistung der Sicherheit der Datenverarbeitung, um:

- 1° die ständige Vertraulichkeit, Integrität, Verfügbarkeit und Widerstandsfähigkeit der Verarbeitungssysteme und -dienste zu gewährleisten;
2. die Mittel zur Wiederherstellung der Verfügbarkeit und des Zugangs zu personenbezogenen Daten innerhalb angemessener Fristen im Falle eines physischen oder technischen Vorfalles sicherzustellen.

Die Datenerhebung, -eingabe, -speicherung und -verfügbarkeit über die Computerplattform sind ausschließlich Zuständigkeit der S.P.G.E.

§ 2. Zusätzlich zu den in Artikel D.227quinquies, § 1 genannten Daten werden folgende Daten erhoben und mit allen in Artikel D.227quinquies, § 3 genannten Verarbeitungszwecken verknüpft:

b) im Allgemeinen auf der Ebene der Innenwasserverteilungsanlage das Vorhandensein des Wasserzählers, eines Absperrventils nach dem Zähler, einer Rücklaufvorrichtung nach dem Zähler, das Vorhandensein eines alternativen Wasserkreislaufs und der räumlichen Trennung der beiden Wasserkreisläufe, das Vorhandensein von Bleileitungen, einer Wasseraufbereitungsanlage und deren Art sowie einer Druckerhöhungspumpe auf dem Verteilungswasser;

c) für jede identifizierte Wasserstelle im Innenwasserverteilsystem das Vorhandensein einer angemessenen Rücklaufvorrichtung und die Identifizierung der Herkunft des verwendeten Wassers und der Qualität der gesammelten Informationen;

d) was die Verpflichtungen im Zusammenhang mit der Abführung und Behandlung von städtischem Abwasser betrifft:

§ c.1) das autonome Sanierungsverfahren im SpZeg;

§ c.2) alle bekannten Informationen über Ausnahmen, die in Bezug auf die Anforderungen der allgemeinen Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers gewährt werden;

§ c.3) alle Daten über das Vorhandensein von Vorbehandlungs- und Behandlungsanlagen für Abwasser;

§ c.4.) das Vorhandensein von Strukturen zur Regenwassersammlung und -rückgewinnung;

§ c.5) das Verfahren oder die Verfahren zur Abführung von Abwasser und Regenwasser;

§ c.6) Trenn- und Erkennungsvorrichtungen für Abwasserabführungssysteme des Regenwassers;

§ c.7) die Qualität der gesammelten Informationen.

Die in den Artikeln R. 307bis-14 und R. 307bis-16 vorgesehenen fotografischen Abbildungen, Pläne und Berichte sind integraler Bestandteil der Datenbank.

§ 3. Der Zugang zu den in Artikel D.227quinquies, § 4, genannten EDV-Instrument ist bei der S.P.G.E. zu erhalten.

Für alle Organe, vertreten durch ordnungsgemäß identifizierte natürliche Personen oder natürliche Personen, die Zugang zu den in der Datenbank enthaltenen Informationen ganz oder teilweise haben, erfolgt der Zugang über ein System zur Erfassung und Überprüfung der Identität des Benutzers.

Über die Plattform "e-notariat" haben Notare Zugriff auf alle individuellen Informationen.

§ 4. Alle in der Datenbank enthaltenen Informationen sind für die S.P.G.E. als Database Manager zugänglich.

Alle in der Datenbank enthaltenen Informationen sind für die S.P.G.E., die Energieverwaltung und die Umweltverwaltung zum Zwecke der statistischen Verarbeitung von Umweltaspekten oder der Charakterisierung des Gebäudes im Hinblick auf den in Artikel D.227quinquies, § 3, vorgesehenen fünften Verarbeitungszweck zugänglich.

Wasserverteiler haben Zugang zu den in der Datenbank für das betreffende Gebiet enthaltenen Informationen, zu Daten über den Anschluss und die private Wasserversorgungsanlage, um ein CertIBeau-Zertifikat für den Anschluss eines Neubaus, die Feststellung von Verstößen bei einem bestehenden Gebäude und zu statistischen Verarbeitungszwecken zu überwachen.

Die zugelassenen Sanierungseinrichtungen haben Zugang zu den in der Datenbank für das betreffende Gebiet enthaltenen Informationen, um ein CertIBeau-Zertifikat zu überwachen, was die Verpflichtungen bezüglich der Ableitung und der Behandlung von städtischem Abwasser nach den Bestimmungen der allgemeinen Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers betrifft.

Die Gemeinden haben Zugang zu den in der Datenbank für das betreffende Gebiet enthaltenen Informationen, im Rahmen ihrer Vorrechte in Sachen öffentliche Gesundheit.

Die Zertifizierer haben Zugang zu den von ihnen erstellten Informationen.

Die Eigentümer des Gutes, das Gegenstand eines CertIBeau-Zertifikats gewesen ist, haben Zugang zu ihren Daten.

§ 5. Die mit der Erstellung und dem Funktionieren des EDV-Instruments verbundenen Kosten werden bei der Bestimmung des Betrags der in Artikel R.307bis-34 festgelegten Gebühr berücksichtigt.

Abschnitt 7. — Zulassungen der CertIBeau-Zertifizierer

Unterabschnitt 1 — Zulassungsbedingungen

Art. R.307bis-22 - § 1. Die Ausbildung als CertIBeau-Zertifizierer nach Artikel D.227quater § 2, Ziffer 4 ist den natürlichen Personen vorbehalten, die folgende Bedingungen erfüllen:

1° als PEB- Zertifizierer oder PEB-Verantwortlicher im Sinne von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden zugelassen sein;

2° berufliche Kompetenzen nachweisen, die durch den Königlichen Erlass vom 29. Januar 2007 bezüglich der beruflichen Fähigkeit für die Ausübung der selbstständigen Tätigkeiten in den Berufen des Baus und der Elektrotechnik sowie des allgemeinen Unternehmens anerkannt werden, um eine Tätigkeit als Installateur von Zentralheizung-, Klimatisierung-, Gas- und Sanitäranlagen auszuüben;

3° über eine nachgewiesene Qualifikation oder Erfahrung von mindestens zwei Jahren in der Trinkwasser- oder Abwasserbehandlung verfügen;

4° in einer anderen Region bzw. in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union für ein identisches Verfahren zugelassen sein;

§ 2. Die Ausbildung der CertIBeau-Zertifizierer umfasst mindestens:

1° einen Teil über den geltenden gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Rahmen für die Zertifizierung der bebauten Immobilien für Wasser und die Verpflichtungen gemäß Artikel D.227ter § 1;

2° einen theoretischen und praktischen Teil über Innenwasserverteilungsanlagen;

3° einen theoretischen und praktischen Teil über die Bewirtschaftung von Abwasser und Regenwasser auf jeder Parzelle;

4° einen Abschnitt über die Nutzung der Datenbank für die Datenerhebung und die Einrichtung des CertIBeau-Zertifikats gemäß Artikel D.227quinquies.

§ 3. Die in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Ausbildungen werden mit einer Prüfung abgeschlossen, die aus einem mündlichen und einem schriftlichen Teil besteht. Um diese Prüfung zu bestehen, muss eine Durchschnittszahl von mindestens 14/20 erzielt werden.

Die Prüfung ermöglicht die Bewertung des theoretischen und praktischen Verständnisses des Kandidaten des Inhalts der Ausbildung.

Der Minister legt den Inhalt, sowie die Bestimmungen für die Organisation und die Teilnahme an der Prüfung fest.

Unterabschnitt 2. — Zulassungsverfahren

Art. R.307bis-23 - § 1. Der Zulassungsantrag als CertIBeau-Zertifizierer wird anhand der in Artikel R.307bis-13 genannten Kommunikationsmittel an die S.P.G.E gerichtet. Die S.P.G.E stellt ein Antragsformular zur Verfügung.

Auf Vorschlag der S.P.G.E. legt der Minister den Betrag der in Artikel D.227quater, § 2 genannten Bearbeitungsgebühren fest.

Am 1. Januar eines jeden Jahres wird der Betrag der Bearbeitungsgebühr automatisch und von Rechts wegen an den Verbraucherpreisindex in seinem Stand von sechs Wochen vor dem Zeitpunkt der Indexierung angepasst.

§ 2. Der Zulassungsantrag enthält folgende Angaben:

1° der Name, die Anschrift und den Beruf des Antragstellers;

2° im Falle einer natürlichen Person, die in Artikel R.307bis-22 genannte Bescheinigung zum erfolgreichen Abschluss der Ausbildung;

3° im Falle einer juristischen Person, die Unternehmensnummer;

4° im Falle einer juristischen Person, eine Kopie des Vertrags zwischen dem Antragsteller und einer oder mehreren natürlichen Personen, die die in Artikel R.307bis-22 genannten Bedingungen erfüllen, und eine Kopie des Beschlusses zur Zulassung dieser natürlichen Person(en);

5° ein Nachweis, dass die Person eine der in Artikel R.307bis-22 § 1 genannten Bedingungen erfüllt;

6° der Nachweis, dass die in Paragraph 1 angeführten Bearbeitungsgebühren an die "S.P.G.E." gezahlt worden sind.

Art. R.307bis-24 - Die S.P.G.E händigt dem Zulassungsantragsteller innerhalb von fünfzehn Werktagen eine Empfangsbescheinigung des Antrags aus. Die S.P.G.E lässt die Bewerber, die die in Artikel D.227quater, § 2 und R.307bis-22, § 3 bestimmten Bedingungen erfüllen, innerhalb von dreißig Werktagen ab dem Datum der Empfangsbescheinigung des Antrags zu.

Der Zulassungsbeschluss umfasst folgende Angaben:

1° die Zulassungsnummer;

2° im Falle einer juristischen Person, die Zulassungsnummer der natürlichen Personen, die als Zertifizierer dem Personal der juristischen Person angehören.

In der Zustellung des Beschlusses werden die Modalitäten für den Zugang zu der Datenbank angegeben, die in Anwendung der Artikel D.227quinquies des Dekrets zu verwenden ist.

Die Liste der zugelassenen Zertifizierer wird auf dem Wallonischen Umweltportal und auf der Website der S.P.G.E. veröffentlicht.

Unterabschnitt 3. — Ausbildung durch zugelassene Zentren

Art. R.307bis-25. Die zugelassenen Zentren benutzen die ihnen von der S.P.G.E zur Verfügung gestellten Ausbildungsunterlagen.

Die zugelassenen Ausbildungszentren teilen der Verwaltung mindestens fünfzehn Werktage vor dem Beginn der Kurse und Prüfungen die dafür vorgesehenen Daten mit.

Vertreter der Umweltverwaltung und der S.P.G.E können den Ausbildungen und Prüfungen beiwohnen, ohne jedoch deren reibungslosen Ablauf zu beeinträchtigen.

Art. R.307bis-26 - § 1. Die zugelassenen Ausbildungszentren stellen den Bewerbern, die an der gesamten Ausbildung teilgenommen haben, innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Prüfung eine Bescheinigung für die Teilnahme an der Ausbildung aus, in der die bei der Prüfung erzielten Ergebnisse angegeben werden.

Innerhalb von dreißig Tagen nach einer Ausbildungs- oder Prüfungssitzung wird der S.P.G.E. und der Umweltverwaltung ein Bericht über diese Ausbildungs- oder Prüfungssitzung übermittelt.

Der Bericht wird von einem Verantwortlichen des zugelassenen Ausbildungszentrums unterzeichnet.

§ 2. Der Bericht enthält mindestens folgende Elemente:

1° die Liste der Bewerber, die an den Ausbildungskursen teilgenommen und gegebenenfalls die Prüfung bestanden haben, sowie für jeden von ihnen den Namen und die Anschrift;

2° die Liste der bei den Prüfungen anwesenden Mitglieder des Prüfungsausschusses;

3° die von den Bewerbern bei den verschiedenen Teilprüfungen erzielten Punkte und die berechnete Durchschnittsnote der verschiedenen Prüfungen.

Art. R.307bis-27. Die in Artikel D.227quater, § 2, Absatz 1, Ziffer 8° erwähnten Fortbildungen werden von den in Artikel D.227quater, § 4 erwähnten zugelassenen Zentren organisiert.

Der Minister bestimmt die Dauer, die Anwendungs- und Organisationsmodalitäten der Ausbildungen, sowie die Häufigkeit, mit der der zugelassene Zertifizierer an die Fortbildungskurse teilnimmt.

Unterabschnitt 4. — Zulassung der Ausbildungszentren

Art. R.307bis-28 - § 1. Der Zulassungsantrag als Ausbildungszentrum für CertI Beau-Zertifizierer wird anhand der in Artikel R.307bis-13 genannten Kommunikationsmittel an die S.P.G.E gerichtet. Die S.P.G.E stellt ein Antragsformular zur Verfügung.

Der Antrag enthält folgende Angaben:

1° die Identifizierung des Zentrums und die Personalien der Person(en), die es vertritt(vertreten), sowie ihre Unterschrift;

2° die Identifizierung der von den Zentren bezeichneten Mitglieder des Lehrpersonals, ihre Zulassungsnummer und Unterschriften.

Die S.P.G.E händigt dem Zulassungsantragsteller eine Empfangsbescheinigung des Antrags aus.

§ 2. Die S.P.G.E lässt die Zentren zu, die die in Artikel D.227quater, § 3 festgelegten Bedingungen erfüllen, unter Angabe ihrer Zulassungsnummer.

Die Liste der zugelassenen Ausbildungszentren wird auf dem Wallonischen Umweltportal und auf der Website der S.P.G.E. veröffentlicht.

Unterabschnitt 5. — Kontrolle der Zertifizierer und der Ausbildungszentren

Art. R.307bis-29. Die Qualitätskontrolle der in Artikel D.227quater, § 5, genannten Berichte der Zertifizierer wird von den zuständigen Sanierungseinrichtungen und Wasserversorgungsstellen durchgeführt, die selbst über die Zulassung als Zertifizierer verfügen.

Diese Kontrollaufgabe wird auf Antrag der S.P.G.E. im Rahmen eines Gegenbesuchs ausgeübt, dessen Modalitäten in Artikel R.307bis-18 bestimmt werden.

Die Kontrolle besteht in der Prüfung:

1° der Gültigkeit der gesammelten Informationen über die betroffene bebaute Immobilie;

2° der Übereinstimmung der im CertI Beau-Zertifikat erteilten Informationen mit denjenigen, die vor Ort an dem zertifizierten Gebäude überprüft werden;

3° die Gültigkeit der Schlussfolgerungen, einschließlich der im Rahmen des CertI Beau-Zertifikats geäußerten Empfehlungen.

Die zuständige Sanierungseinrichtung oder der Wasserverteiler, die bzw. der die Kontrolle durchgeführt hat, unterrichtet die S.P.G.E von den Schlussfolgerungen der Kontrolle. Die S.P.G.E beachrichtigt den betroffenen Zertifizierer.

Unterabschnitt 6. — Aussetzung oder Entzug einer Zulassung als zugelassener Zertifizierer

Art. R.307bis-30 - § 1. Die Absicht, die Zulassung eines zugelassenen Zertifizierers auszusetzen oder zu entziehen, wird ihm von der S.P.G.E anhand der in Artikel R.307bis-13 genannten Kommunikationsmittel mitgeteilt.

Die Mitteilung umfasst folgende Elemente:

1° die Gründe, die die erwogene Maßnahme rechtfertigen;

2° die Tatsache, dass der Inhaber der Zertifizierung die Möglichkeit hat, innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt dieser Information seine Verteidigungselemente gemäß einem der in Artikel R.307bis-13 erwähnten Kommunikationsmittel zu übermitteln;

3° das Datum, an dem die Anhörung des Zertifizierers stattfindet.

Das Anhörungsprotokoll wird von der S.P.G.E. dem zugelassenen Zertifizierer innerhalb von zwanzig Tagen nach der Anhörung anhand eines der in Artikel R.307bis-13 genannten Kommunikationsmittel übermittelt.

§ 2. Wenn einem Zertifizierer die Zulassung ausgesetzt oder entzogen wird, informiert er sofort alle Personen, mit denen Verträge zur Ausstellung eines CertI Beau-Zertifikats noch laufen.

§ 3. Die Aufhebung der Aussetzung wird von der S.P.G.E. innerhalb von dreißig Tagen, nachdem der Zertifizierer seinen Verpflichtungen nachgekommen ist, gemäß einem der in Artikel R.307bis-13 erwähnten Kommunikationsmittel zugestellt.

Unterabschnitt 7. — Entzug der Zulassung der Ausbildungszentren

Art. R.307bis-31 - § 1. Die Absicht, die Zulassung eines zugelassenen Ausbildungszentrums zu entziehen, wird ihm von der S.P.G.E. anhand eines der in Artikel R.307bis-13 genannten Kommunikationsmittel mitgeteilt.

Die Mitteilung umfasst folgende Elemente:

1° die Gründe, die die erwogene Maßnahme rechtfertigen;

2° die Tatsache, dass der Inhaber der Zulassung die Möglichkeit hat, innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt dieser Information seine Verteidigungselemente gemäß einem der in Artikel R.307bis-13 erwähnten Kommunikationsmittel zu übermitteln.

3° das Datum, an dem die Anhörung des Ausbildungszentrums stattfindet.

Das Anhörungsprotokoll wird von der S.P.G.E. dem zugelassenen Ausbildungszentrum innerhalb von zwanzig Tagen nach der Anhörung anhand eines der in Artikel R.307bis-13 genannten Kommunikationsmittel übermittelt.

§ 2. Wenn ihm seine Zulassung ausgesetzt oder entzogen wird, informiert das zugelassene Ausbildungszentrum unverzüglich alle Personen, die sich bei ihm eingeschrieben haben, um eine Ausbildung abzulegen.

Unterabschnitt 8. — Beschwerden

Art. R.307bis-32 - § 1. Der Antragsteller einer Zulassung als CertIBeau-Zertifizierer kann beim Minister eine Beschwerde gegen einen Beschluss zur Verweigerung der Zulassung einlegen.

Der Zertifizierer oder das Ausbildungszentrum kann beim Minister eine Beschwerde gegen einen Beschluss zur Aussetzung oder zum Entzug der Zulassung einlegen. Diese Beschwerde hat keine aufhebende Wirkung.

§ 2. Jede Person, die einen Beschluss zur Verweigerung der Zulassung als CertIBeau-Zertifizierer bestreitet, kann beim Minister eine Beschwerde einlegen.

§ 3. Der Eigentümer einer bebauten Immobilie, für die ein CertIBeau-Zertifikat ausgestellt wird, kann beim Minister Beschwerde gegen eine Entscheidung über die Verweigerung des Anschlusses an die öffentliche Wasserversorgung oder gegen eine Bescheinigung über eine oder mehrere Nichtkonformitäten einlegen.

§ 4. Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird die Beschwerde innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Empfang des Beschlusses gemäß einem der in Artikel R.307bis-13 erwähnten Kommunikationsmittel an den Minister gesandt.

Der Minister übermittelt dem Beschwerdeführer eine Empfangsbestätigung.

§ 5. Der Minister sendet innerhalb einer Frist von dreißig Werktagen ab dem Erhalt der Beschwerde gemäß einem der in Artikel R.307bis-13 erwähnten Kommunikationsmittel seinen Beschluss.

Abschnitt 8. — Tarif des CertIBeau-Zertifikats

Art. R.307bis-33 - Der Betrag der in Artikel D.227ter § 8 genannten Gebühr beläuft sich auf fünfundzwanzig Euro pro CertIBeau-Zertifikat am 1. Januar 2021.

Dieser vom Zertifizierer erhaltene Betrag wird innerhalb von 15 Kalendertagen nach Übermittlung der Zertifizierung auf der in Artikel R.307bis-21 genannten Informatikplattform an die S.P.G.E. zurückgegeben.

Die Höhe der Gebühr wird jährlich vom Minister auf Vorschlag der S.P.G.E. auf der Grundlage der Anzahl der in den Vorjahren ausgegebenen CertIBeau-Zertifikate und einer Schätzung für zukünftige Jahre überprüft. „

KAPITEL II — Schlussbestimmungen

Art. 4 - Das Dekret vom 28. Februar 2019 zur Abänderung von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuches bildet, und zur Einführung einer "CertIBeau-Zertifikat" genannten Zertifizierung der bebauten Immobilien für Wasser, tritt am selbem Datum wie der vorliegende Erlass in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 treten die Artikel 6 und 7 des Dekrets am 1. Januar 2020 in Kraft.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2021 in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 treten die Abschnitte 6 und 7 von Artikel 3 des vorliegenden Erlasses am 1. Januar 2020 in Kraft.

Art. 6 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juli 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/205628]

18 JULI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het regelgevend deel van boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, teneinde het CertIBEau-stelsel in te voeren, en diverse bepalingen betreffende het algemeen reglement voor waterzuivering

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 28 februari 2019 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en tot invoering van een certificering "Water" voor bebouwde onroerende goederen, "CertIBEau", waarvan artikel 14 de inwerkingtreding vastlegt;

Gelet op boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikel D.218 en artikels D.227ter tot D.227quinquies, ingevoegd bij het decreet van 28 februari 2019;

Gelet op het regelgevend deel van boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Gelet op het rapport van 10 februari 2019, opgesteld in overeenstemming met artikel 3, 2° van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgevonden en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 14 februari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 28 februari 2019;

Gelet op advies 105/2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 6 juni 2019;

Gelet op advies 66.240/4 van de Raad van State, gegeven op 26 juni 2019, bij toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep Leefmilieu, gegeven op 5 april 2019;

Gelet op het advies van de Waalse Watermaatschappij, gegeven op 3 april 2019;

Gelet op het advies van de Openbaar Maatschappij voor Waterbeheer, gegeven op 4 april 2019;

Op voorstel van de minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

*HOODSTUK I. — Wijzigingen van het regelgevend deel van boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.***Artikel 1.** Aan artikel R.277 van het regelgevend deel van boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3 wordt voor het eerste lid een lid ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Als de woning op de riolering aangesloten is, gebeurt de afvoer van grijs en zwart water uitsluitend via het rioleringsnetwerk";

2° in paragraaf 4 worden de woorden "wordt het regenwater afgevoerd" vervangen door de woorden "voeren de woningen waarvan de stedenbouwkundige vergunning voor de bouw, de heropbouw of de inrichting van een nieuwe woning in de zin van artikel D.IV.4 van het WRO in eerste aanleg werd afgeleverd na 31 december 2016 hun regenwater af";

3° het eerste lid van paragraaf 6 wordt vervangen door wat volgt:

"§ 6. Bij inbedrijfname van het gemeenschappelijke zuiveringsstation wordt de septische put met by-passmogelijkheid ontkoppeld, behoudens andersluidend advies van de bevoegde saneringsinstelling."

Artikel 1. In artikel R.279, § 2, van hetzelfde boek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, worden de woorden "wordt het gezuiverde water van het individueel zuiveringssysteem afgevoerd" vervangen door de woorden "voeren de woningen waarvan de stedenbouwkundige vergunning voor de bouw, de heropbouw of de inrichting van een nieuwe woning in de zin van artikel D.IV.4 van het WRO in eerste aanleg werd afgeleverd na 31 december 2016 hun gezuiverd afvalwater af";**Art. 2.** In titel I, deel III, van hetzelfde boek wordt een hoofdstuk XI ingevoegd, bestaande uit artikels R.307bis-12 tot R.307bis-33, dat luidt als volgt:*"HOOFDSTUK XI. — Certificering "Water" voor bebouwde onroerende goederen**Afdeling 1. — Definities*

Art. R.307bis-12. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° de administratie Leefmilieu: het departement Leefmilieu en Water van de Waalse overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

2° de administratie Energie: het departement Energie en Duurzaam Bouwen van de Waalse overheidsdienst Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie;

3° werkdag: alle dagen andere dan zaterdag, zondag en wettelijke feestdagen;

4° lokalen en inrichtingen waar het publiek van water wordt voorzien: niet-residentiële plaatsen van grote omvang waar talrijke personen potentieel blootgesteld worden aan watergebonden risico's, zijnde:

- a) ziekenhuizen;
- b) gezondheidszorgvoorzieningen;
- c) rusthuizen;
- d) onderwijsinstellingen;
- e) kinderdagverblijven;
- f) sport-, vrijetijds-, tentoonstellings- en recreatieve voorzieningen;
- g) gebouwen die beschikken over huisvestingsaccommodatie;
- h) kampeerterreinen;
- i) penitentiaire instellingen;

5° de minister: de minister bevoegd voor Leefmilieu;

Art. R.307bis-13. Voor de toepassing van dit hoofdstuk worden de volgende communicatiemiddelen gebruikt:

1° aangetekend schrijven met ontvangstbewijs of elke soortgelijke formule waarmee vaste datum aan de verzending en aan de ontvangst van de akte gegeven kan worden, ongeacht de gebruikte distributiedienst;

2° neerlegging tegen ontvangstbewijs;

3° e-mail via het computerplatform zoals bedoeld in artikel R.307bis-21.

Afdeling 2. — Inhoud van het CertIBEau

Art. R.307bis-14. De minister bepaalt de vorm van de documenten nodig voor de opstelling van het CertIBEau en preciseert de inhoud ervan, die de volgende elementen omvat:

1° een attest dat het volgende vermeldt:

- a) de unieke code van het CertIBEau;
- b) het adres van het gecontroleerde pand;
- c) de identiteit van de eigenaar van het gecontroleerde pand;
- d) de naam van de verdeler;
- e) het nummer van de watermeter;
- f) de datum van vaststelling;
- g) of het pand al dan niet conform is;
- h) de datum van aflevering van het CertIBEau;
- i) de identificatie en het erkenningsnummer van de CertIBEau-certificeerder en zijn handtekening;
- j) de prijs van het CertIBEau, met inbegrip van de retributie vermeld in D.227ter, § 8;

2° een verslag van het bezoek, dat het volgende omvat:

- a) de in artikels R.307bis-16 en R.307bis-17 bedoelde ingezamelde informatie, opgenomen in de databank vermeld in artikel R.307bis-21, § 2;
- b) een synoptisch schema van de waterafvoer;
- c) de lijst met uit te voeren inconformiteitsstellingen en eventuele aanbevelingen;
- d) de vereiste foto's om de in conformiteit te stellen installaties en uitrustingen te identificeren; deze zijn beschikbaar mits toestemming van de eigenaar.

Afdeling 3. — Procedure voor de aflevering van het CertIBEau

Art. R.307bis-15. § 1. Het CertIBEau wordt opgesteld door een certificeerder zoals bedoeld in artikel D.227quater, § 1, na een bezoek ter vaststelling van de staat van het pand in kwestie.

Er wordt per waterteller één CertIBEau opgesteld.

§ 2. De eigenaar van het betreffende pand dient een aanvraag voor een CertIBEau-certificaat in door middel van het door de minister opgestelde formulier dat ter beschikking staat op de portaalsites van de administraties Leefmilieu en Energie.

§ 3. Om hun onafhankelijkheid te waarborgen, mogen certificeerders zoals bedoeld in artikel D.227quater, § 1, geen CertIBEau afleveren voor een bebouwd onroerend goed:

- 1° waarop ze een zakelijk of persoonlijk recht hebben;
- 2° waarvoor ze tussenkomen, onder welke titel dan ook;
- 3° waarvan de eigenaar of de titularis van zakelijke rechten een bloed- of aanverwant is tot in de tweede graad, of hun werkgever.

Art. R.307bis-16. § 1. De aanvrager houdt elk document dat nuttig is voor de opstelling van het CertIBEau ter beschikking van de certificeerder.

Voor nieuwe bebouwde onroerende goederen zijn deze documenten:

1° de as-builtonplannen van het onroerend goed met de elementen voor drinkwatertoevoer en de afvoer en verwerking van afvalwater;

2° in gebieden met collectieve sanering;

§ de aansluitingsvergunning en de foto's van de aansluiting op de riolering om de kwaliteit ervan te controleren;

§ desgevallend de afwijking van de aansluiting op de riolering en de milieuvergunning voor de plaatsing van een individueel zuiveringssysteem;

3° in gebieden met autonome sanering;

§ de aangifte of de milieuvergunning van het individueel zuiveringssysteem;

§ desgevallend de vrijstelling van de plaatsing van een individueel zuiveringssysteem en de bijhorende voorwaarden;

4° desgevallend de aangifte van privé-aansluitpunt.

Voor lokalen en inrichtingen waar het publiek van water wordt voorzien, worden de volgende documenten ter beschikking gesteld, indien ze werden opgesteld:

1° de meest recente resultaten van de analyse van het risico op de aanwezigheid van lood;

2° de meest recente resultaten van de analyse van het risico op de aanwezigheid van Legionella;

§ 2. De vaststelling gebeurt in aanwezigheid van de aanvrager of diens vertegenwoordiger, die ervoor zorgt dat de CertIBEau-certificeerder vrije toegang heeft tot alle installaties binnen en buiten.

§ 3. Onder voorlopige aansluiting op de openbare waterdistributie waarvan sprake in artikel D.277ter, § 2, dient elk systeem verstaan te worden dat geïnstalleerd wordt om de bouwverf vóór aansluiting van water te voorzien of elk systeem dat de privé-installatie voor waterdistributie controleert na aansluiting.

Als de voorlopige aansluiting bestaat uit het plaatsen van een zegel op de afsluitkraan van de installatie, is de certificeerder gemachtigd om dit zegel te verwijderen en de installatie in gebruik te nemen, voor zover ze gecertificeerd is.

§ 4. Er kan een CertIBEau voor een nieuw bebouwd onroerend goed worden opgesteld als:

1° er een privé-installatie voor waterdistributie is,

2° alle uitrusting die nodig is voor het afvalwaterbeheer aanwezig en werkzaam is.

Alle informatie waarvan dit artikel stelt dat ze aan de certificeerder verstrekt kan worden of door de certificeerder bekomen kan worden, maakt integraal deel uit van de CertIBEau-databank vermeld in artikel R.307bis-21.

Art. R.307bis-17. Onder onmiddellijk gevaar voor de menselijke gezondheid, zoals bedoeld in artikel D.277ter, § 7, wordt verstaan:

1° de vaststelling van een daadwerkelijke terugstroming van niet-drinkbaar water naar het openbaar waterdistributienet of tussen twee punten van de privé-installatie voor waterdistributie;

2° de afwezigheid van een antiterugslagklep net na de meter.

Art. R.307bis-18. Na het controlebezoek stelt de certificeerder een ontwerp van CertIBEau op, dat hij binnen de vijf werkdagen na de datum van het bezoek registreert op het computerplatform vermeld in artikel D.227quinquies.

De S.P.G.E. kan binnen de zeven werkdagen na ontvangst een herkeuring aanvragen, uitgevoerd door een openbare wateroperator zoals bedoeld in artikel D.277quater, § 5, om de geldigheid van de gegevens vermeld in het ontwerp van CertIBEau te controleren. Deze herkeuring gebeurt binnen de vijftien werkdagen na het verzoek van de S.P.G.E.

Als het verslag van de openbare wateroperator verschilt van dat van de certificeerder deelt hij dit mee aan de S.P.G.E.

De S.P.G.E. brengt de certificeerder op de hoogte. Deze beschikt dan over vijftien werkdagen om de nodige correcties aan te brengen aan het CertIBEau.

Afdeling 4. — Specifieke bepalingen voor lokalen en inrichtingen waar het publiek van water wordt voorzien

Art. R.307bis-19. § 1. De minister verduidelijkt het begrip "grote omvang" zoals vermeld in de definitie van lokalen en inrichtingen waar het publiek van water wordt voorzien.

De minister kan de lokalen en inrichtingen omschreven in art. R.307bis-12, 4° vrijstellen van het bekomen van een CertIBEau omwille van een of meerdere specifieke kenmerken eigen aan deze lokalen en inrichtingen of omwille van de activiteiten die er plaatsvinden. De minister bepaalt de kenmerken en activiteiten die in aanmerking komen voor deze vrijstelling.

§ 2. De privé-installatie voor waterdistributie van lokalen en inrichtingen waar het publiek van water wordt voorzien moet ten laatste op 31 december 2027 voor de eerste keer gecontroleerd worden in overeenstemming met artikel R.307bis-17.

§ 3. De uitbaters van de lokalen en inrichtingen bedoeld in art. R.307bis-12, 4°, met uitzondering van de lokalen en inrichtingen die een vrijstelling hebben voor het bekomen van een CertIBEau, zijn in het bezit van een gezondheidskaart.

Deze kaart bevat alle informatie met betrekking tot de privé-installatie voor waterdistributie en garandeert de traceerbaarheid van de uitbating ervan.

§ 4. Elke zes jaar dient gecontroleerd te worden of de privé-installatie voor waterdistributie nog voldoet aan de voorwaarden.

Indien de privé-installatie voor waterdistributie niet conform is, stelt de uitbater zich ten laatste binnen de achttien maanden na de datum van de controle in regel.

Afdeling 5. — Specifieke bepalingen in geval van ingrijpende wijziging

Art. R.307bis-20. § 1. Wordt beschouwd als een ingrijpende wijziging van bebouwde onroerende goederen:

a) voor een privé-installatie voor waterdistributie:

(1) elke wijziging waarvoor de plaatsing van een terugstroombeveiliging noodzakelijk is;

- (2) de toevoeging van een alternatief watercircuit dat minstens een waterpunt binnen of buiten voorziet van water;
- (3) de toevoeging van een waterbehandeling;
- (4) elke nieuwe installatie voor sanitair warm water, een water-warmtepomp, de productie van warm water op basis van zonnepanelen, de verwarming van zwembadwater of de plaatsing van een overdrukpomp;
- (5) de toevoeging of wijziging van een manueel of automatisch brandbestrijdingssysteem dat gevoed wordt door de privé-installatie voor waterdistributie;
- b) voor de afvoer en de sanering van het afvalwater:
 - (1) de wijziging van de wijze van afvoer van het afvalwater, met inbegrip van regenwater en gezuiverd afvalwater;
 - (2) de plaatsing van een individueel zuiveringssysteem;
 - (3) de vrijstelling van aansluiting op de riolering op grond van artikel R.278, § 1;
 - (4) de wijziging van het systeem voor de scheiding van afval- en regenwater;
 - (5) elke op basis van een stedenbouwkundige vergunning toegelaten inrichting, uitbreiding of verbouwing die tot gevolg heeft dat de geloosde vervuilerslast inwonerequivalenten stijgt in een gebied met autonome sanering of als er een individueel zuiveringssysteem geplaatst wordt;
 - (6) de toevoeging, de wijziging of het verwijderen van een installatie voor voorbehandeling of behandeling van het afvalwater op het perceel.

§ 2. Bij ingrijpende wijzigingen stelt de erkende certificeerder op vraag van de eigenaar van het bebouwd onroerend goed een nieuw CertIBEau op, waarbij hij zich baseert op het vorige certificaat en ofwel ter plaatse of op basis van voorgelegde bewijzen de ingrijpende wijziging waarop de eigenaar van het goed in kwestie zich beroept controleert.

Afdeling 6. — Databank en computerplatform

Art. R.307bis-21. § 1. De informaticatool waarvan sprake in artikel D.227quinquies, omvat:

1° een computerplatform dat dient voor de verzameling, de invoer, het toegangsbeheer en de raadpleging van de CertIBEau-certificaten;

2° een databank die dient voor de opslag en archivering van de gegevens.

De databank wordt opgesteld en beheerd door de S.P.G.E.

De computerplatform wordt door de S.P.G.E. en de administratie Energie gezamenlijk beheerd, om alle aanvragen, indieningen en raadplegingen van alle certificaten opgesteld voor bebouwde onroerende goederen op een plaats te verzamelen en om te garanderen dat een gegeven dat in verschillende databanken aanwezig is, niet meerdere keren wordt ingezameld.

Hiertoe stellen de administratie Energie en de S.P.G.E. een protocol op voor de uitwerking en het onderhoud van de informaticatool en om de veiligheid van de gegevensverwerking te garanderen, teneinde:

1° op permanente basis de vertrouwelijkheid, integriteit, beschikbaarheid en veerkracht van de verwerkingssystemen en diensten te garanderen;

2° het vermogen te garanderen om bij een fysiek of technisch incident de beschikbaarheid van en de toegang tot de persoonsgegevens tijdig te herstellen;

De verzameling, de invoer, het toegangsbeheer en de terbeschikkingstelling van de gegevens via het computerplatform vallen louter onder de bevoegdheid van de S.P.G.E.

§ 2. Naast de gegevens vermeld in artikel D.227quinquies, § 1, worden de volgende gegevens ingezameld en gekoppeld aan alle verwerkingsdoeleinden vermeld in artikel D.227quinquies, § 3:

b) globaal gezien, voor wat de binneninstallatie voor waterdistributie betreft: de aanwezigheid van de watermeter, van een afsluitkraan na de meter, het bestaan van een alternatief watercircuit en de fysieke scheiding van de twee watercircuits, de aanwezigheid van loden leidingen, van een waterbehandeling, met vermelding van het soort waterbehandeling, en van een overdrukpomp op het leidingwater;

c) voor elk waterpunt in de binneninstallatie voor waterdistributie: de aanwezigheid van een geschikte terugstroombeveiliging, de identificatie van de oorsprong van het gebruikte water en de kwaliteit van de ingezamelde informatie;

d) betreffende de verplichtingen met betrekking tot de afvoer en behandeling van stedelijk afvalwater;

§ c.1) het zuiveringsstelsel in het waterzuiveringsplan;

§ c.2) alle gekende informatie met betrekking tot afwijkingen van de voorschriften van het algemeen reglement voor waterzuivering;

§ c.3) elk gegeven met betrekking tot de aanwezigheid van voorzieningen voor de voorbehandeling en de behandeling van afvalwater;

§ c.4.) de aanwezigheid van voorzieningen voor de opvang en recuperatie van regenwater;

§ c.5) de wijze(n) waarop het afval- en regenwater afgevoerd wordt;

§ c.6) de voorzieningen voor de scheiding en de herkenning van het afvalwater- en het regenwaterafvoersysteem;

§ c.7) de kwaliteit van de ingezamelde informatie.

De schema's, plannen en fotoreportages vermeld in artikels R.307bis-14 en R.307bis-16 maken integraal deel uit van de databank.

§ 3. De toegang tot de informaticatool vermeld in artikel D.227quinquies, § 4, wordt toegekend door de S.P.G.E.

Alle instellingen, vertegenwoordigd door naar behoren geïdentificeerde natuurlijke personen, of natuurlijke personen die toegang hebben tot alle of een deel van de informatie in de databank, hebben toegang via een registratiesysteem dat de identiteit van de gebruiker controleert.

Notarissen hebben toegang tot alle individuele informatie via het platform e-notariaat.

§ 4. De S.P.G.E. heeft, als beheerder van de databank, toegang tot alle informatie erin.

De S.P.G.E., de administratie Energie en de administratie Leefmilieu hebben toegang tot alle informatie in de databank voor de statistische verwerking met milieudoelinden of voor de karakterisering van het bebouwd gedeelte, in het kader van het vijfde verwerkingsdoeleinde vermeld in D.227quinquies, § 3.

De waterdistributeurs hebben toegang tot de informatie in de databank met betrekking tot het gebied waarvoor ze verantwoordelijk zijn, voor gegevens met betrekking tot de aansluiting en de privé-installatie voor waterdistributie, om een CertIBEau voor de aansluiting van een nieuw bebouwd onroerend goed of de vaststelling van niet-conformiteit voor een bestaand goed op te volgen of voor statistische verwerking.

Erkende zuiveringsinstellingen hebben toegang tot informatie in de databank met betrekking tot het gebied waarvoor ze verantwoordelijk zijn, om een CertIBEau op te volgen voor wat de verplichtingen met betrekking tot de afvoer en behandeling van stedelijk afvalwater, zoals beschreven in het algemeen reglement voor waterzuivering.

De gemeenten hebben toegang tot alle informatie in de databank met betrekking tot hun grondgebied, in het kader van hun voorrechten op het vlak van volksgezondheid.

Certificeerders hebben toegang tot de informatie die ze hebben opgesteld.

Eigenaars van een goed waarvoor een CertIBEau werd opgesteld, hebben toegang tot hun gegevens.

§ 5. De kosten met betrekking tot het ontwerp en de werking van de informaticatool worden meegerekend bij het bepalen van het bedrag van de retributie vastgelegd in artikel R.307bis-34.

Afdeling 7. — Erkennung van de CertIBEau-certificeerders

Onderafdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden.

Art. R.307bis-22. § 1. De opleiding tot CertIBEau-certificeerder waarvan sprake in artikel D.227quater, § 2, 4^o, is voorbehouden aan natuurlijke personen die voldoen aan een van de volgende voorwaarden:

1^o erkend zijn als EPB-verantwoordelijke of -certificeerder, zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

2^o beroepsbekwaamheden aantonen die door het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming, erkend worden om installatieactiviteiten voor centrale verwarming, klimaatregeling, gas en sanitair uit te oefenen;

3^o een kwalificatie of minstens twee jaar afdoende ervaring in drinkwater of zuivering van afvalwater kunnen voorleggen;

4^o erkend zijn voor een identieke procedure in een ander gewest of in een andere lidstaat van de Europese Unie.

§ 2. De opleiding van de CertIBEau-certificeerders omvat minstens:

1^o een luik met betrekking tot het geldend wettelijk en regelgevend kader inzake de certificering "Water" voor gebouwde onroerende goederen en inzake de verplichtingen vermeld in artikel D.227ter, § 1;

2^o een theoretisch en praktisch luik met betrekking tot binneninstallaties voor waterdistributie;

3^o een theoretisch en praktisch luik met betrekking tot het beheer van afval- en regenwater op het perceel;

4^o een luik met betrekking tot het gebruik van de databank voor de inzameling van gegevens en de opstelling van het CertIBEau, zoals bedoeld in artikel D.227quinquies.

§ 3. De opleidingen vermeld in paragraaf 1 en 2 worden afgesloten met een examen dat bestaat uit een mondelinge en een schriftelijke proef. Om te slagen voor het examen moet een gemiddelde van 14/20 of meer behaald worden.

Het examen laat toe het theoretisch en praktisch begrip van de inhoud van de opleiding van de kandidaat te beoordelen.

De minister bepaalt de inhoud en de modaliteiten voor de organisatie van en de deelneming aan het examen.

Onderafdeling 2. — Erkenningsprocedure

Art. R.307bis-23. § 1. De aanvraag om erkend te worden als CertIBEau-certificeerder moet gericht worden aan de S.P.G.E. via een van de communicatiemethoden vermeld in artikel R.307bis-13. De S.P.G.E. stelt een aanvraagformulier ter beschikking.

De minister bepaalt het bedrag van het dossierrecht waarvan sprake in D.227quater, § 2, op voorstel van de S.P.G.E.

Dit dossierrecht wordt elk jaar op 1 januari automatisch en van rechtswege geïndexeerd op basis van het zes weken voor de indexeringsdatum geldende indexcijfer van de consumptieprijzen.

§ 2. De aanvraag vermeldt het volgende:

1^o de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;

2^o als het een natuurlijke persoon betreft, het bewijs dat hij geslaagd is voor de opleiding vermeld in artikels R.307bis-22;

3^o als het een rechtspersoon betreft, het ondernemingsnummer;

4^o als het een rechtspersoon betreft, een afschrift van de overeenkomst die de aanvrager verbindt aan een of meerdere natuurlijke personen die voldoen aan de voorwaarden vastgelegd in artikel R.307bis-22 en een afschrift van de erkenningsbeslissing van deze natuurlijke persoon (personen);

5^o een bewijs dat de persoon voldoet aan een van de voorwaarden vastgelegd in artikel R.307bis-22, § 1;

6^o het bewijs van betaling aan de S.P.G.E. van de dossierkosten waarvan sprake in de eerste paragraaf.

Art. R.307bis-24. De S.P.G.E. bezorgt de aanvrager van de erkenning binnen de vijftien werkdagen een bewijs van ontvangst van de aanvraag. De S.P.G.E. erkent kandidaten die voldoen aan de voorwaarden vastgelegd in artikel D.227quater, § 2, en R.307bis-22, § 3, binnen de dertig werkdagen na het bewijs van ontvangst van de aanvraag.

De erkenningsbeslissing vermeldt:

1^o het erkenningsnummer;

2^o als het een rechtspersoon betreft, het erkenningsnummer van de certificeerders-natuurlijke personen die deel uitmaken van het personeel van de rechtspersoon.

De kennisgeving van de beslissing dient de modaliteiten voor de toegang tot de in toepassing van artikel D.227quinquies te gebruiken databank te vermelden.

De lijst met erkende certificeerders wordt gepubliceerd op de Waalse portaalsite van Leefmilieu en op de website van de S.P.G.E.

Onderafdeling 3. — Opleiding door erkende centra

Art. R.307bis-25. De erkende centra gebruiken het opleidingsmateriaal dat de S.P.G.E. hen ter beschikking stelt.

De erkende centra delen de S.P.G.E. minstens vijftien dagen voor de aanvang van de lessen en examens de hiervoor geplande data mee.

De opleidingen en examens kunnen bijgewoond worden door vertegenwoordigers van de administratie Leefmilieu en van de S.P.G.E., die het goede verloop ervan echter niet mogen belemmeren.

Art. R.307bis-26. § 1. De erkende opleidingscentra overhandigen de kandidaten die de volledige opleiding gevolgd hebben binnen de vijftien dagen na het examen een aanwezigheidsattest waarop de examenresultaten vermeld staan.

Na een opleidings- of examensessie wordt binnen de dertig dagen een verslag over de opleidings- of examensessie overgemaakt aan de S.P.G.E. en de administratie Leefmilieu.

Dit verslag wordt ondertekend door een verantwoordelijke van het erkend opleidingscentrum.

§ 2. Het verslag bevat minstens de volgende elementen:

1° de lijst van kandidaten die deelgenomen hebben aan de opleidingen en desgevallend slaagden voor het examen, met vermelding van de naam en het adres van elk van hen;

2° de lijst van de juryleden die de examens hebben bijgewoond;

3° de resultaten die de kandidaten behaalden voor de verschillende onderdelen van het examen en het rekenkundig gemiddelde van de verschillende proeven.

Art. R.307bis-27. De permanente opleidingen waarvan sprake in artikel D.227*quater*, § 2, eerste lid, 8°, worden ingericht door de erkende centra vermeld in artikel D.227*quater*, § 3.

De minister bepaalt de duur, de uitvoeringsmodaliteiten, de modaliteiten voor de organisatie van de opleidingen en de frequentie waarmee een erkend certificeerder permanente opleidingen dient te volgen.

Onderafdeling 4. — Erkenning van opleidingscentra

Art. R.307bis-28. § 1. De aanvraag om erkend te worden als opleidingscentrum voor CertIBEau-certificeerders moet gericht worden aan de S.P.G.E. via een van de communicatiemethoden vermeld in artikel R.307bis-13. De S.P.G.E. stelt een aanvraagformulier ter beschikking.

De aanvraag vermeldt het volgende:

1° de identificatie van het centrum en de contactgegevens van de persoon of personen die het vertegenwoordigen, met hun handtekening;

2° de identificatie van de door de centra aangestelde personeelsleden, met hun erkenningsnummer en hun handtekening.

De S.P.G.E. bezorgt de aanvrager van de erkenning een bewijs van ontvangst van de aanvraag.

§ 2. De S.P.G.E. erkent centra die voldoen aan de voorwaarden vastgelegd in artikel D.227*quater*, § 3, met vermelding van hun erkenningsnummer.

De lijst met erkende opleidingscentra wordt gepubliceerd op de Waalse portaalsite van Leefmilieu en op de website van de S.P.G.E.

Onderafdeling 5. — Controle van de certificeerders en van de opleidingscentra

Art. R.307bis-29. De controle van de kwaliteit van de rapporten van de certificeerders, zoals bedoeld in artikel D.227*quater*, § 5, gebeurt door de bevoegde saneringsinstellingen en waterdistributeurs die zelf over een erkenning als certificeerder beschikken.

Deze controleopdracht wordt uitgevoerd op verzoek van de S.P.G.E., in het kader van een herkeuring, waarvan de modaliteiten vastgelegd worden in artikel R.307bis-18.

De controle bestaat eruit na te gaan of:

1° de ingezamelde informatie voor heel het bebouwd onroerend goed geldig is;

2° de in het CertIBEau verstrekte informatie overeenkomt met de informatie die ter plaatse, in het gecertificeerd onroerend goed, bekomen werd;

3° de conclusies in het CertIBEau, met inbegrip van de verstrekte aanbevelingen, geldig zijn.

De bevoegde saneringsinstelling of de waterdistributeur die de controle heeft uitgevoerd, deelt zijn of haar conclusies mee aan de S.P.G.E. De S.P.G.E. brengt de betrokken certificeerder op de hoogte.

Onderafdeling 6. — Schorsing of intrekking van de erkenning van erkende certificeerders

Art. R.307bis-30. § 1. De S.P.G.E. stelt een erkend certificeerder in kennis van zijn intentie om diens erkenning te schorsen of in te trekken via een van de communicatiemethoden vermeld in artikel R.307bis-13.

De kennisgeving vermeldt:

1° de motieven die de overwogen maatregel rechtvaardigen;

2° dat de houder van de certificering over de mogelijkheid beschikt om zijn verweermiddelen binnen de vijftien dagen na ontvangst van deze mededeling over te maken via een van de communicatiemethoden vermeld in artikel R.307bis-13;

3° de datum waarop het gehoor van de certificeerder zal plaatsvinden.

Het proces-verbaal van verhoor wordt binnen de twintig dagen na de hoorzitting door de S.P.G.E. overgemaakt aan de erkende certificeerder, via een van de communicatiemethoden vermeld in artikel R.307bis-13.

§ 2. Als zijn erkenning wordt geschorst of ingetrokken, dient de certificeerder onverwijld alle personen met wie er lopende contracten zijn met betrekking tot de opstelling van een CertIBEau op de hoogte te brengen.

§ 3. De S.P.G.E. stelt de certificeerder via een van de communicatiemethoden vermeld in artikel R.307bis-13 in kennis van de opheffing van de schorsing binnen de dertig dagen nadat deze laatste zijn verplichtingen is nagekomen.

Intrekking van de erkenning van erkende opleidingscentra

Art. R.307bis-31. § 1. De S.P.G.E. stelt een opleidingscentrum in kennis van zijn intentie om de erkenning of in te trekken via een van de communicatiemethoden vermeld in artikel R.307bis-13.

De kennisgeving vermeldt:

1° de motieven die de overwogen maatregel rechtvaardigen;

2° dat de houder van de erkenning over de mogelijkheid beschikt om zijn verweermiddelen binnen de vijftien dagen na ontvangst van deze mededeling over te maken via een van de communicatiemethoden vermeld in artikel R.307bis-13;

3° de datum waarop het gehoor van het opleidingscentrum zal plaatsvinden.

Het proces-verbaal van verhoor wordt binnen de twintig dagen na de hoorzitting door de S.P.G.E. overgemaakt aan opleidingscentrum, via een van de communicatiemethoden vermeld in artikel R.307bis-13.

§ 2. Als zijn erkenning wordt ingetrokken, brengt het erkend opleidingscentrum onverwijld alle personen die ingeschreven waren om er een opleiding te volgen op de hoogte.

Onderafdeling 8. — Beroepsmogelijkheden

Art. R.307bis-32. § 1. Aanvragers van een erkenning als CertIBEau-certificeerder kunnen bij de minister beroep indienen tegen de beslissing tot weigering van de erkenning.

Certificeerders of opleidingscentra kunnen bij de minister beroep indienen tegen een beslissing tot schorsing of weigering van de erkenning. Het beroep is niet schorsend.

§ 2. Iedereen die een beslissing tot erkenning als CertIBEau-certificeerder betwist, kan bij de minister een beroep indienen.

§ 3. De eigenaar van een bebouwd onroerend goed waarvoor een CertIBEau is opgesteld, kan bij de minister een beroep indienen tegen een beslissing tot weigering van aansluiting op het openbaar waterdistributienet of tegen een certificering die melding maakt van een of meerdere niet-conformiteiten.

§ 4. Het beroep dient, op straffe van onontvankelijkheid, binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van de beslissing aan de minister overgemaakt te worden, via een van de communicatiemethoden vermeld in artikel R.307bis-13.

De minister bezorgt de verzoeker een ontvangstbewijs.

§ 5. De minister maakt zijn beslissing binnen de dertig dagen na ontvangst van het beroep over via een van de communicatiemethoden vermeld in artikel R.307bis-13.

Afdeling 8. — Tarief van het CertIBEau

Art. R.307bis-33. Het bedrag van de retributie waarvan sprake in artikel D.227ter, § 8, bedraagt op 1 januari 2021 vijftientwintig euro per CertIBEau.

Dit bedrag wordt geïnd door de certificeerder en wordt binnen de 15 kalenderdagen na registratie van het certificaat op het computerplatform vermeld in artikel R.370bis-21 doorgestort aan de S.P.G.E.

Het bedrag van de retributie wordt jaarlijks herzien door de minister, op voorstel van de S.P.G.E., op basis van het aantal de voorbije jaren afgeleverde CertIBEau en een raming voor de komende jaren.

HOOFDSTUK II. — Slotbepalingen

Art. 3. Het decreet van 28 februari 2019 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en tot invoering van een certificering "Water" voor bebouwde onroerende goederen, "CertIBEau", treedt op dezelfde datum als dit besluit in werking.

In afwijking van het eerste lid treden artikels 6 en 7 van het decreet in werking op 1 januari 2020.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2021.

In afwijking van het eerste lid treden afdelingen 6 en 7 van artikel 3 van dit besluit in werking op 1 januari 2020.

Art. 5. De minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering:

De minister-president,

W. BORSUS

De minister van Leefmilieu, Ecologische Transitie, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Transport, Industriezones en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2019/15381]

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C - 2019/15381]

8 OCTOBRE 2019 — Protocole d'accord entre le Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale et l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales, relatif aux services prestés par l'Office en exécution de l'article 4, § 6, de l'ordonnance Iriscare

8 OKTOBER 2019. — Protocolakkoord tussen het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad en de bicommunautaire Dienst voor Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag betreffende de diensten geleverd door de Dienst in uitvoering van artikel 4, § 6 van de ordonnantie Iriscare